



CSO Partnership
for Development Effectiveness

A DECADE OF CSO SOLIDARITY
ON EDC ADVOCACY AND PRACTICE

Groupe féministe du POED DOCUMENT DE POSITIONNEMENT SUR L'INDICATEUR 8/SDG 5.C.1 DU PMCED

Octobre 2022



PACFAW



Groupe féministe du POED

DOCUMENT DE POSITIONNEMENT SUR L'INDICATEUR 8/SDG 5.C.1 DU PMCED

Introduction

Dans le monde entier, il est reconnu que les droits des femmes et l'égalité des genres sont essentiels au développement durable, mais l'égalité des genres reste le plus grand défi en matière de droits humains. Si les gouvernements ont réalisé des progrès graduels appréciables dans la promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres, des inégalités structurelles persistent dans de nombreux pays, empêchant la pleine réalisation des droits des femmes et de l'égalité des genres. Le Forum économique mondial estime qu'au rythme actuel des progrès, les femmes ne parviendront pas à l'équité salariale ou de leadership avec les hommes avant au moins 135,6 ans. (ONU Femmes, 2021).

Le mouvement des femmes du monde entier a célébré les normes mondiales formulées en 1995 dans le Programme d'action de Pékin (PAP). Mais depuis cette étape importante, nous continuons à faire face à des défis tels que le sous-financement pour assurer la mise en œuvre effective des engagements politiques pris par les gouvernements. Les gouvernements n'ont pas soutenu les engagements pris avec un financement adéquat et des mécanismes de responsabilité pour assurer l'avancement des droits des femmes et de l'égalité des genres. Le mouvement des femmes a lutté pour survivre dans l'environnement défavorable actuel et pour intégrer les droits des femmes et l'égalité des genres dans l'agenda du développement durable.

Les pays doivent de toute urgence entreprendre des réformes institutionnelles pour s'adapter aux besoins de l'agenda des droits des femmes et de l'égalité des genres. La nécessité de garantir l'appropriation locale et nationale est essentielle. La participation des groupes de défense des droits des femmes à la réforme des systèmes et de la législation reste assez faible dans de nombreux pays du monde.

Où sommes-nous ?

Une visualisation des données d'ONU Femmes sur les efforts des pays pour atteindre l'égalité des genres d'ici à 2030 montre que seuls 13% ont atteint ou presque l'objectif ; 24% sont proches de l'objectif ; 34% sont modérément proches de l'objectif ; 15% sont loin de l'objectif et 13% sont très loin de l'objectif. Et selon le CAD, en 2021, seulement 5,5% de ses actions avaient l'égalité des genres comme objectif principal. La disponibilité des données sur l'ODD 5 est inégale (ONU Femmes), tout comme les progrès mondiaux, et là où les données manquent, les femmes et les filles sont invisibles. Il a été noté que seulement 48% des données nécessaires au suivi de l'ODD 5 sont disponibles. ONU Femmes a souligné que si les progrès ne sont pas accélérés par tous, l'ensemble de la communauté mondiale ne parviendra pas à atteindre l'ODD 5. Il est important que les pays prennent en priorité des mesures audacieuses pour accélérer les progrès et combler les lacunes en matière de données.



Une analyse de Plan International indique qu'aucun pays dans le monde n'est sur la bonne voie pour atteindre une véritable égalité des genres d'ici à 2030, date à laquelle les dirigeants mondiaux ont convenu des [ODD](#).

Le Global Gender Gap Report 2021 du Forum économique mondial révèle qu'alors que l'impact de la pandémie de COVID-19 continue de se faire sentir, il faudra désormais 135,6 ans pour combler l'écart entre les sexes dans le monde.

Bien que l'initiative de budgétisation sensible au genre (BSG) ait été lancée au niveau mondial dans les années 1990 et que l'ONU Femmes ait soutenu et défendu cette initiative, seuls 40 pays environ ont adopté la BSG

(<https://asiapacific.unwomen.org/en/focus-areas/women-poverty-economics/gender-responsive-budgeting>).

Bien que la société civile et les organisations de défense des droits des femmes aient été reconnues à Doha comme des acteurs du développement à part entière et que l'ODD 17 mette l'accent sur le partenariat pour la réalisation du développement durable, des défis subsistent dans le domaine de la transparence, de la responsabilité, de la participation et de l'inclusion de la société civile et des organisations de femmes dans les décisions politiques du gouvernement en matière de finances.

L'analyse des rapports des Examens nationaux volontaires (ENV) par le Groupe féministe du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (GF POED) a révélé que si les pays rendent compte de nombreux indicateurs de l'ODD 5, seuls quelques rapports concernent le point 5.c.1. Les rapports nationaux sur le point 5.c.1 ne font qu'énumérer les fonds alloués à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, mais ne montrent pas les systèmes mis en place pour permettre un suivi public de ces allocations afin d'améliorer la transparence et la responsabilité.

Appel à l'action - Demandes principales

Le Groupe féministe du POED réaffirme la nécessité d'intégrer la budgétisation sensible au genre dans la gestion des finances publiques et le système d'information sur la gestion financière (FMIS) des pays afin de garantir les performances en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes, de transparence et de responsabilité dans l'utilisation des fonds publics, de sorte qu'aucun fonctionnaire ne le ressente comme une charge supplémentaire, qu'aucune personne/groupe/communauté/sexe ne se sente exclu(e) et que le public puisse accéder librement aux informations.

Nos demandes principales sont :

- **S'attaquer au sous-investissement**

Affectation des fonds, réforme des processus fiscaux, renforcement des capacités du personnel, rapports annuels au public, suivi :

- Plus d'argent et d'autres ressources - comme engagements de suivi sur la fourniture de ressources financières aux femmes à allouer à partir du budget de l'État, du budget local, de l'APD, des fonds de développement, des PPP, du secteur privé et d'autres ressources nationales.
- Réformes juridiques sur les droits des femmes et l'égalité des genres, y compris l'affectation de quotas, sensibilisation accrue à ces besoins et à leur corrélation avec les progrès globaux en matière de développement durable ; renforcement des capacités, adoption d'un mécanisme spécifique de responsabilisation, plaider dans le cadre du programme d'aide et de développement et des droits des femmes.



- **Accroître la responsabilité**

Les pays devraient être obligés de faire rapport sur l'indicateur 5.c.1, y compris sur l'égalité des genres en tant que question transversale de tous les ODD :

- Pour réduire les inégalités dans le monde, les ODD 5 et 10 devraient être examinés à chaque Forum de haut niveau. Comme ils ne sont pas examinés chaque année, la plupart des pays ne font pas de rapport sur l'ODD 5.c.1. Il est possible que les pays ne rendent pas compte des progrès de l'indicateur 5.c.1 en raison du manque de données, car il relève du niveau II. Par conséquent, l'ONU devrait prendre les mesures nécessaires pour encourager les pays à produire régulièrement des données.

- **Comblent le déficit de communication et assurer le suivi du contrôle**

Les pays doivent mettre en place des systèmes de financement public sensibles au genre :

- Allouer des fonds, réformer les processus fiscaux, former le personnel, faire un rapport annuel au public, adapter l'indicateur global au niveau national et assurer le suivi.
- Renforcer le réseau du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes (*GenderNet*) afin de plaider pour le financement d'un changement de politique transformateur basé sur l'indice des institutions sociales et du genre (SIGI) qui mesure la discrimination à l'égard des femmes dans les institutions sociales dans 180 pays.
- Rendre la participation des OSC de femmes obligatoire pour le suivi 5.c.1 au niveau national.

Groupe féministe du POED et le PMCED

Le Groupe féministe du POED participe, par le biais de la plateforme mondiale des OSC – Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement, au suivi du Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement (PMCED) qui utilise le cadre de suivi du PMCED composé de 10 indicateurs, dont l'indicateur 8 **"Les pays disposent de systèmes transparents pour suivre les allocations publiques en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes"**. L'inclusion d'un indicateur sur les femmes et l'égalité des genres est le résultat d'une lutte intensive du mouvement international des femmes au fil des ans pour élargir les engagements et la responsabilité des partenaires du développement en matière de droits des femmes et d'égalité des genres.

L'indicateur 8 du cadre de suivi du GF du POED et l'ODD 5.c.1 sont les mêmes : **" Les pays disposent de systèmes transparents pour suivre les allocations publiques pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes "**. Le GF POED invite les OSC féministes à participer au suivi de l'ODD 5.c.1 au niveau national afin de pouvoir plaider en faveur du financement de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles.



Cet indicateur encourage les gouvernements à mettre en place un système de suivi et d'affectation des ressources publiques, qui peut ensuite servir à l'examen des politiques, à une meilleure formulation des politiques et à une gestion plus efficace des finances publiques.

Le groupe féministe du POED appelle à un plaidoyer plus fort au niveau national pour le suivi, la résolution des problèmes et la réforme des systèmes nationaux afin de rendre les engagements envers les femmes totalement transparents et responsables. En assurant le suivi et en rendant publics les crédits alloués à l'égalité des genres, les gouvernements favorisent une plus grande transparence, ce qui pourrait se traduire par une meilleure responsabilisation.

Le POED est une plateforme ouverte d'organisations de la société civile (OSC) du monde entier qui s'engage activement dans les processus officiels sur l'agenda de l'aide et du développement. La plateforme vise à promouvoir en permanence une coopération efficace en matière de développement, en particulier dans le domaine de la coopération au développement et cherche à réaliser les droits humains, la justice sociale et la durabilité dans le développement. Le groupe féministe (GF) est l'une des circonscriptions du POED et compte des membres de toutes les régions du monde.



CSOPartnership 
for Development Effectiveness

A DECADE OF CSO SOLIDARITY
ON EDC ADVOCACY AND PRACTICE